

INTRODUCTION

Dans le système alimentaire, celui de notre famille, de notre pays ou de l'humanité, se retrouvent la plupart des grands problèmes du monde contemporain, mais il s'y trouve aussi certaines de leurs solutions. Aujourd'hui, le système alimentaire mondial, c'est 50 % du travail humain, dont 40 % pour la seule agriculture, et l'essentiel des revenus des catégories les plus pauvres de l'humanité. C'est l'exploitation et la gestion de la plupart des ressources naturelles : 30 % des émissions de gaz à effet de serre (oxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote), 75 % de la consommation des eaux douces... Mais ces chiffres globaux ne doivent pas cacher la réalité très décentralisée du système alimentaire, et particulièrement de son socle agricole, qui épouse toute la diversité des milieux naturels de la planète et des milieux sociaux de l'humanité.

Le système alimentaire est d'abord en charge de l'alimentation de l'humanité, mais il est aussi partie prenante de la plupart des grandes questions contemporaines de caractères économique, social, environnemental et culturel. Enfin, il est au cœur du développement des territoires locaux. Tel est l'énoncé des responsabilités et des problèmes qui se posent aujourd'hui au système alimentaire, tel doit être le focus orientant la recherche des pistes de solutions.

Premièrement, les filières agroalimentaires produisent des aliments, qui constituent l'essentiel de la nourriture de l'humanité. C'est leur première fonction et c'est une fonction de caractère économique. Les acteurs de ces filières sont des acteurs privés qui, au-delà de leur propre nourriture, lorsqu'il y a autoconsommation, vendent les aliments qu'ils produisent sur un marché. C'est en définitive le consommateur final qui, par son achat, va rémunérer tous les acteurs de la chaîne de production de cet aliment pour leur travail et pour le financement des facteurs de production qu'ils ont mobilisés. Comme encore aujourd'hui bien des experts et des responsables, on pourrait en rester à ce raisonnement économique élémentaire et se limiter à une évaluation des seules

performances marchandes des filières agroalimentaires. On doit aller plus loin et se féliciter que, grâce à la mondialisation de ces filières, les consommateurs aient pu bénéficier d'une alimentation moins chère, d'un accès aux aliments plus facile et d'une sécurité toxicologique mieux garantie. Ce n'est pas rien. Mais on constatera aussi qu'il y a toujours un milliard de nos concitoyens qui vivent des situations d'extrême pauvreté et ne mangent pas à leur faim voire, pour certains, en meurent. S'agit-il d'une défaillance des marchés alimentaires ? A priori, sans doute pas. Les aliments sont des biens privés qui ont un prix. La faute viendrait plutôt de la société qui tolère cette grande pauvreté, n'organise pas une solidarité publique suffisante ou ne soutient pas assez la solidarité privée. Mais, avec un peu de recul, on pourra s'apercevoir que 70 % des personnes victimes de cette extrême pauvreté sont des familles paysannes et qu'une bonne part des 30 % restants sont des exclus de l'agriculture de première ou de deuxième génération. La grande pauvreté des paysans et leur exclusion économique et sociale massive ne trouvent-elles pas leurs origines dans le fonctionnement des marchés agricoles ? N'est-ce pas là l'une des conséquences du très faible niveau des prix des produits agricoles et de la concentration des revenus ? On devra aussi constater que les marchés agricoles sont des marchés bien particuliers, notamment parce que, contrairement à la théorie économique classique, ils ne s'auto-régulent pas ou le font très mal. Cela, d'une part, disqualifie cette théorie, en tout cas pour le domaine de l'agriculture, mais, d'autre part, et c'est évidemment plus grave, cela entraîne des mouvements erratiques de ces marchés, qui ont de graves conséquences économiques et sociales. L'histoire des marchés agricoles et la répétition des crises agricoles, malgré des soutiens publics importants, nous ramènent à une question que l'on pensait avoir définitivement réglée avec l'Uruguay Round¹ et la création de l'OMC : ne faut-il pas admettre et faire admettre une bonne fois pour toutes qu'il y a bien une « exception agricole et alimentaire » ?

1. L'*Uruguay Round* (1986-1994) est le dernier cycle porté par le GATT. Il a abouti à l'accord de Marrakech en avril 1994 et préparé la naissance de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier 1995.

Deuxièmement, et liés à cette fonction économique nourricière des filières agroalimentaires, les actes qui contribuent à la production agricole et alimentaire, aux différents maillons des chaînes de production, ont des impacts sur la société, l'environnement, la culture, qui ne préoccupent pas les marchés et sont invisibles pour les consommateurs. Ces impacts ont longtemps été jugés négligeables, mais avec la mondialisation du système alimentaire, ils ont clairement pris des proportions planétaires et ont entraîné des réactions qui posent des questions fondamentales à ce nouveau système alimentaire très largement mondialisé. Il en va ainsi de la destruction de l'emploi et de la concentration des revenus dans l'agriculture et dans les processus de transformation et de distribution des aliments. Il en va de la dégradation des ressources naturelles et de la progression des émissions de gaz à effet de serre. Il en va de la destruction des forêts, des aires naturelles et de la régression de la biodiversité. Il en va de l'accumulation de produits chimiques dans les sols, les eaux et l'air, mais également dans nos organismes, dont les effets à long terme sont pour le moins inquiétants. Il en va de la standardisation des produits conditionnés et de la régression de la diversité alimentaire. Le système alimentaire n'est pas un silo isolé et planté au milieu de la société, de l'économie, de l'environnement, de la culture. Ses contre-performances s'inscrivent dans des évolutions plus larges, qui constituent quelques-unes des grandes crises contemporaines. L'analyse de la crise de 1974, qui s'avère une crise majeure, voire historique, donne toute leur place à ces impacts négatifs du système alimentaire qui se mesurent aujourd'hui à l'échelle planétaire. Ces contre-performances non marchandes – les économistes parlent d'externalités négatives – de caractère social, environnemental et culturel appellent une réaction, devant prendre, comme nous le proposerons, la forme d'une transition agricole et alimentaire, qui point par point doit traiter et annuler chacune de ces évolutions régressives.

Troisièmement, ce basculement des systèmes alimentaires à dominante locale et territoriale vers un système très largement mondialisé, qui se manifeste par une production, une transformation, une distribution et une consommation de masse, et qui est dominé par des acteurs économiques internationalisés, correspond

à un basculement de l'économie alimentaire des territoires vers un univers ou un monde financier centralisé et mondialisé. C'est, pour les territoires, le cœur de leurs économies qui disparaît. C'est aussi, pour les pays à dominante agricole, le cœur de leur développement national qui émigre, laissant derrière lui une asphyxie des activités agricoles et une dette alimentaire. Cette question du rapport entre la mondialisation et les territoires a des racines aussi anciennes que la mondialisation elle-même, sauf qu'aujourd'hui il n'y a plus grand-chose à gratter du côté des territoires. Ceux-ci restent sans moyens notables, avec une population vieillissante, des charges sociales importantes et des devoirs environnementaux à assumer. Le fossé se creuse entre l'économie mondialisée et les économies territorialisées. Les mondes agricoles se paupérisent et les milieux ruraux se désertifient. Faute de fléchage, les milliers de milliards consacrés à des actions publiques de relance et au financement des prêts immobiliers privés, souvent peu responsables, ont surtout contribué à porter le niveau de l'endettement mondial à un sommet (comme nous le verrons, son montant officiel en 2016 était de 152 000 milliards de dollars, hors secteur financier, précise le FMI!), sommet qui continue à s'élever et duquel on ne voit pas comment nous, ou nos enfants et petits-enfants, allons bien pouvoir redescendre.

Alors, quelles portes de sortie, quelles pistes proposer? Nous avons d'abord besoin d'une relance des économies territoriales, d'une réinclusion des ressources humaines et naturelles considérées comme sans valeur et laissées aux marges de la grande économie. Nous avons besoin de respecter et de valoriser notre patrimoine naturel et culturel, qui est notre capital le plus précieux, et l'héritage que nous devrions transmettre aux générations futures, ce qui serait plus responsable que de leur léguer cette montagne de dettes que nous avons accumulées. Nous avons besoin de revitaliser nos systèmes agricoles et alimentaires et, pour cela, de trouver les voies d'une modernisation adaptée à cet objectif de relance territoriale.

Toutes ces questions sont importantes et les problèmes posés par l'évolution du système alimentaire sont sérieux. Ils ont des racines historiques aussi lointaines que la mondialisation, des visages et des natures aussi divers que la géographie de la planète, des manifestations économiques ou sociologiques aussi variées que les sociétés

innombrables qui forment l'humanité... Ce livre est sciemment ambitieux... Il le serait à l'évidence beaucoup trop s'il ne prenait pas la précaution de s'appuyer, plus qu'abondamment, sur quelques penseurs magistraux, comme Fernand Braudel ou Karl Polanyi.



Nous avons choisi de prendre le maximum de recul avant de nous engager dans les chemins de la « transition alimentaire ». Dans les analyses du système alimentaire revient toujours cette dualité, cette relation, ambiguë et souvent cannibale, entre deux économies alimentaires, l'une mondialisée, qui a conquis un sommet où elle peut échapper à la mainmise des pouvoirs territoriaux qui pourraient lui rappeler ses responsabilités fiscale, sociale, environnementale et culturelle, l'autre, ancrée dans les territoires, des territoires physiques, socialisés, gouvernés et aménagés, où naissent les solidarités sociales, où se gèrent les ressources naturelles, où se construisent les paysages et les terroirs et s'expriment les cultures. L'alimentation est un bon sujet pour observer cette relation déséquilibrée et l'amenuisement des économies territorialisées. Mais l'œuvre de Braudel nous montre que cette histoire de la mondialisation, qui est évidemment la grande affaire de notre temps, qui a peut-être été sa chance, mais qui, de plus en plus dominante et déliée des responsabilités qui sont nécessaires à la pérennité des sociétés, des environnements et, même, des économies, nous précipite dans un mur qui se rapproche de nous. Les gouvernements territoriaux, affaiblis, auront bien du mal à assumer seuls ces responsabilités élémentaires. Nous avons donc décidé de consacrer une première partie de ce livre à l'histoire de cette relation multiséculaire entre la mondialisation et les territoires. Ce regard lointain nous confirme que la mondialisation s'est bien construite contre les territoires et pourtant, aujourd'hui, malgré leur faiblesse, ce sont encore les territoires qui résistent le mieux aux excès de cette mondialisation. Et si nous commençons ce livre par un éclairage historique sur ce couple mondialisation/territoires, c'est parce que nous pensons que notre « économie-monde », pour reprendre cette notion mise en lumière par Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, a besoin d'un rebond des

économies territoriales et que, à l'origine et au cœur de ce rebond, se trouve la relance des économies alimentaires locales.

Les historiens et les économistes, du moins ceux que nous avons décidé de suivre, sont d'accord pour faire converger leurs cycles vers le début des années 1970. De fait, autour de 1974, il y a bien convergence d'événements, d'avertissements, de ralentissements, voire de chocs, qui indiquent qu'il y a là un carrefour qui ressemble aux crises séculaires qui ont jalonné notre histoire. Quatre décennies plus tard, nous avons la conviction que cette crise est bien historique et que les murs, certes un peu sur roulette, notamment à cause de l'endettement faramineux qui suppléait les faiblesses du jeu normal de l'économie, sont toujours devant nous. Nous n'en sommes pas sortis et nous n'en sortirons pas par la seule vertu d'une succession de politiques de relance. Nous ne ferons pas l'économie d'une transition. Nous avons consacré une *deuxième partie* de notre livre à une analyse assez minutieuse des manifestations de la crise de 1974.

Cette transition, à laquelle il ne faut pas chercher à échapper, cette « grande transition », comme ont l'habitude de l'appeler les plus militants des citoyens, n'est pas un rêve hors de l'histoire et sans lien avec l'actualité. Elle doit nécessairement être une réponse à des difficultés majeures qui se présentent et qui barrent les vieilles routes que les gouvernements et les peuples ont pris l'habitude de suivre. Ces vieilles trajectoires ne permettent plus de répondre aux défis contemporains. Cette grande transition doit d'abord se présenter comme une « sortie de crise », mais une sortie par le haut, par le dépassement des obstacles et le choix d'un nouvel itinéraire. Pas facile pour les citoyens de quitter leurs habitudes, parfois leurs confort, pas facile pour des responsables de changer de politiques avant ou après des élections, mais faute d'en faire l'effort, et ce n'est pas l'avenir le moins probable, les ajustements s'opéreront hors de tout contrôle humain dans une conjonction de conflits, de famines, d'extrême pauvreté et d'exclusions, dans un *remake* moderne de la grande crise européenne du *xiv^e* siècle. « Trop, c'est trop, direz-vous, nous ne voyons rien de tel dans nos horizons du Nord du monde. » Mais considérons le vaste monde, les apocalypses qui s'y produisent et les messages, souvent silencieux, des échappés de ces théâtres de conflits ou de ces *tristes tropiques* pas si lointains... Même si c'est

beaucoup, nous faisons bien sûr le pari qu'une transition est possible. Nous allons nous efforcer de la caractériser, notamment à partir d'une boussole qui nous indique cette « Terre habitable », que mentionne Bruno Latour. Aussi avons-nous proposé dans notre *troisième partie* une esquisse de ce que pourrait et même devrait être cette grande transition.

Au même titre que les transitions climatique, énergétique ou numérique, la transition agricole et alimentaire est l'un des piliers majeurs de cette grande transition. Elle est notre premier sujet. Après cette approche progressive, nous menons un exercice de mise en application des idées, mais il s'agit surtout d'un exercice d'observation. En effet, la transition alimentaire a déjà émergé à échelle réduite et dans la discrétion. Il existe partout des acteurs qui, avec une bonne boussole, sont déjà engagés sur des chemins de transition et qui écrivent des feuilles de route pour qui voudra bien les suivre. Il existe de nombreuses collectivités territoriales qui prennent au sérieux la responsabilité qu'elles ont vis-à-vis de leurs territoires et qui animent des projets alimentaires territoriaux. Il existe aussi des consommateurs qui ont envie de faire vivre les terroirs et les producteurs qui les entourent. Ce sont déjà plus que des signaux faibles que les uns et les autres émettent. Il faut juste que l'environnement leur soit plus favorable, que les acteurs mondialisés, aujourd'hui très dominants, redescendent sur terre et en assument les responsabilités et qu'un nouveau partage de l'espace économique, du marché, soit énoncé et accepté. C'est à cette histoire de la transition alimentaire que nous consacrons notre *quatrième partie*.

TABLE DES MATIÈRES

> Remerciements	7
-----------------	---

INTRODUCTION	11
---------------------	----

PREMIÈRE PARTIE - LA MONDIALISATION ET LES TERRITOIRES : HISTOIRE D'UNE PRÉDATION	19
--	----

I. DE CRISE EN CRISE, UNE HISTOIRE DE CYCLES	21
---	----

II. 1350, LES TROIS FLÉAUX DE DIEU ET LA CRISE DU FÉODALISME	25
---	----

III. UN CAPITALISME PÉRIPHÉRIQUE ET OFFSHORE (1450-1780)	33
---	----

IV. LE CAPITALISME INTÉGRAL ANGLAIS (1780-1914)	41
--	----

> La suprématie anglaise et l'invention du capitalisme intégral	41
---	----

> Les limites de l'exploitation des ressources humaines et naturelles et le besoin de protection	46
---	----

> Un monde sans leadership	49
----------------------------	----

V. LES TRENTE GLORIEUSES (1945-1974)	53
---	----

> Bretton Woods, un nouveau départ pour la mondialisation	53
---	----

> Des pays en reconstruction, des économies en mutation	56
---	----

> L'échappée belle du capital	58
-------------------------------	----

DEUXIÈME PARTIE - 1974, UNE CRISE SÉCULAIRE ?	63
---	----

I. QUELLES LEÇONS RETENIR DE L'HISTOIRE ?	65
--	----

> Démographie et ressources naturelles	65
--	----

> La biographie du capital	66
----------------------------	----

> La dynamique du capitalisme total	67
-------------------------------------	----

TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

> Les trois contradictions du capitalisme	68
> L'économie internationalisée prend le dessus	70
II. LES MANIFESTATIONS DE LA CRISE CONTEMPORAINE	73
> La question de l'évolution du marché international du travail et de l'inclusivité du développement	74
> La question de l'environnement et de la durabilité du développement	87
> La question de l'endettement ou la vie à crédit et à la roulette de l'humanité	106
> La question des inégalités et l'extrême polarisation de l'humanité	109
III. FACE À CETTE CRISE HISTORIQUE, COMMENT NOUS SENTONS-NOUS ?	117

TROISIÈME PARTIE - SORTIE DE CRISE ET CHEMINS DE TRANSITION : VERS UN REBOND TERRITORIAL

I. MAIS ALORS, QUELLE BOUSSOLE ? LA TRANSITION, C'EST QUOI ?	129
> Un ancrage territorial des acteurs de l'économie mondialisée	130
> Une affirmation et une relance des économies territorialisées	133
> Une régulation entre les deux économies	140
> Une chasse aux mauvaises externalités sociales, environnementales et culturelles des processus de production et de consommation	143
> Par conséquent...	144
II. ACTEURS ET ACTIONS DE LA TRANSITION... LA TRANSITION, C'EST QUI ET C'EST COMMENT ?	147
> Les acteurs locaux	147
> La lutte contre les paradis fiscaux	149
> Ancrage territorial de l'économie	152
> Repenser les gouvernances territoriales	153

QUATRIÈME PARTIE - LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

I. CRISE AGRAIRE ET CRISE GÉNÉRALE	163
II. ÉLÉMENTS D'HISTOIRE ET DE GÉOGRAPHIE AGRAIRES	169
> Vers une troisième révolution agro-écologique ?	175
> Alimentation : des céréales et des racines	179
> Des agricultures paysannes en péril	184
III. L'EXCEPTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	191
> Les promesses trompeuses du libre-échange	191
> Le casse-tête de la régulation des marchés agricoles	193
> Un malentendu sur les économies d'échelles	199
> Les valeurs marchandes et l'intérêt général	201
IV. LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, C'EST QUOI ?	205
V. LA TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, C'EST COMMENT ?	207
> La relance des dynamiques locales d'alimentation	209
> La reterritorialisation des acteurs mondialisés du système alimentaire	219
> La régulation entre acteurs territorialisés et mondialisés des systèmes alimentaires	222
CONCLUSION	229
<hr/>	
ANNEXE - MULTIPLIER LES EXERCICES DE TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE	
L'exemple du programme « Alimentation responsable et durable »	
de l'association RESOLIS	237
<hr/>	
> S'accorder sur la vision, sur les acteurs et sur la pédagogie de la transition agricole et alimentaire (TAA)	240
> Mettre au point les méthodes et les outils du programme, l'expérience française	242
> Construire des coopérations internationales pour que d'autres histoires de transition s'écrivent	244